Tribunal des conflits**N° 3995****M. K. et a.****Séance du 6 juillet 2015****Conflit négatif****Rapporteur : M. Ménéménis****Rapporteur public : F. Desportes****Conclusions**

M. K. et d'autres requérants, qui attendent que soit assurée la répression pénale de la négation du génocide arménien de 1915 dont le Parlement a reconnu l'existence par la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001, ont demandé au Conseil d'Etat l'annulation du refus implicite du Premier ministre de déposer un projet de loi tendant à la transposition des dispositions de la décision-cadre 2008/913/JAI du Conseil du 28 novembre 2008 sur la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie au moyen du droit pénal. En effet, en son article 1^{er} c), cette décision-cadre, dont le délai de transposition est expiré le 28 novembre 2010, engage les Etats membres à incriminer « *la négation ou la banalisation grossière publiques des crimes de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre* ». Toutefois les intéressés ont précisé au Conseil d'Etat qu'étaient exclues de leur demande de transposition les dispositions du paragraphe 4 de cet article qui offrent aux Etats membres la faculté, dont la France a fait usage, de déclarer que la répression sera limitée aux cas où les crimes niés ou banalisés auront fait l'objet d'une condamnation devenue définitive par une juridiction nationale ou internationale. Estimant que cette restriction était contraire aux principes fondamentaux du droit international, ils ont demandé au Conseil d'Etat, avant de statuer sur la légalité du refus du Premier ministre, de saisir la Cour de justice de l'Union européenne à titre préjudiciel aux fins d'invalider les dispositions du paragraphe litigieux et de rendre ainsi impérative la répression pénale. Par arrêt du 26 novembre 2012, le Conseil d'Etat a rejeté le recours pour excès de pouvoir formé par les intéressés au motif que le juge administratif n'était pas compétent pour connaître de la légalité d'une décision touchant aux rapports entre les pouvoirs publics constitutionnels. En d'autres termes, il a considéré que le refus par le Premier ministre de déposer un projet de loi était un acte de gouvernement. Les requérant ont alors porté leur action devant la juridiction judiciaire faisant valoir qu'un tel refus était en l'espèce constitutif d'une voie de fait. Cependant, par arrêt du 10 octobre 2013, la cour d'appel d'Aix-en-Provence a écarté cette argumentation et décliné la compétence des juridictions judiciaires. Relevant qu'était contesté un acte de gouvernement insusceptible de tout recours devant le juge administratif, elle n'a pas jugé nécessaire ou même possible de vous saisir en prévention d'un conflit négatif.

C'est dans ces conditions que M. K. et d'autres vous ont saisis, sur le fondement des dispositions de l'article 17 du décret du 26 octobre 1849 alors en vigueur¹, aux fins de régler le conflit négatif de compétence né de ces deux décisions. Ils vous demandent d'annuler tant l'arrêt du Conseil d'Etat que celui de la cour d'appel et de renvoyer la cause et les parties devant le premier. Estimant que la qualification d'acte de gouvernement appliquée à la décision du Premier ministre est contraire au droit à un recours juridictionnel effectif, ils vous demandent par ailleurs, à titre

¹ Auj. art. 37 du décret du 27 février 2015

préjudiciel, de saisir la Cour de justice de l'Union européenne de la question de la conformité d'une telle qualification au droit de l'Union.

Le conflit négatif dont vous êtes saisis se présente ainsi de manière un peu singulière. Nous ne nous trouvons pas en présence de deux déclarations d'incompétence croisées et contradictoires comme c'est le plus souvent le cas. Les juridictions des deux ordres, dont il faut considérer qu'elles étaient saisies d'un même litige, ont décliné leur compétence mais leurs décisions ne sont pas discordantes de sorte que si vous considérez qu'elles sont l'une et l'autre justifiées, vous ne pourrez que constater l'absence de conflit négatif et rejeter pour ce motif la requête des intéressés. C'est l'occasion de relever que le conflit négatif n'est pas uniquement celui que les dispositions de l'article 32 du décret du 27 février 2015² ont pour objet de prévenir. Il faut et il suffit que, dans un même litige, les juridictions des deux ordres se soient déclarées incompétentes, même si ce n'est pas au profit de l'autre, votre rôle étant alors de vous assurer que chacune des déclarations d'incompétence est fondée³. Au demeurant, parallèlement, le conflit positif peut être élevé devant le juge judiciaire non seulement lorsque le contentieux relève du juge administratif mais également lorsque, portant sur un acte de gouvernement, il échappe à la compétence des juridictions des deux ordres⁴. Précisons encore, pour en terminer avec cette évocation du cadre procédural, qu'au regard de votre jurisprudence, la circonstance qu'un pourvoi a été formé à l'encontre de l'arrêt de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, qui n'est donc pas définitif, ne fait pas obstacle à la recevabilité de la requête⁵.

Sous le bénéfice de ces observations liminaires, l'incompétence du juge judiciaire ne nous apparaît en l'espèce guère discutable dès lors qu'à l'évidence aucune des conditions de la voie de fait n'était remplie, le refus de déposer un projet de loi ne pouvant à l'évidence être regardée comme manifestement insusceptible d'être rattachée au pouvoir du Premier ministre. La seule question qui vous est posée est donc celle de savoir si le Conseil d'Etat, devant lequel les requérants vous demandent d'ailleurs de renvoyer la cause, pouvait décliner sa compétence au motif que l'acte attaqué était un acte de gouvernement.

Bien que la doctrine s'y soit employée, il est difficile d'enfermer les actes de gouvernement dans une définition unique qui rendrait compte de leur diversité. La justification de l'incompétence du juge administratif varie en effet selon les cas même si elle tient le plus souvent soit à ce que l'acte contesté exprime un choix stratégique dans la conduite de la politique intérieure ou extérieure de la nation, soit, selon une approche plus formelle, à ce qu'il intéresse les relations avec les autres pouvoirs ou organes constitutionnels. Quelle qu'en soit la raison d'être, l'absence de « justiciabilité » des actes de gouvernement, qui heurte le principe de prééminence du droit, fait l'objet de critiques récurrentes. La catégorie a ainsi naturellement tendance à se réduire même si elle n'est pas encore tout à fait une peau de chagrin.

Pour éclairer le choix que vous aurez à faire, il nous paraît inutile de dresser un tableau de la jurisprudence du Conseil d'Etat depuis l'arrêt *Prince Napoléon* du 19 février 1875 qui a marqué l'abandon, pour la définition des actes de gouvernement, du critère beaucoup trop compréhensif tiré du mobile politique. Nous nous bornerons à rappeler que, de façon constante, la haute juridiction administrative qualifie comme tel l'abstention ou le refus de déposer un projet de loi⁶ de même

² Anc. art. 34 du décret du 26 octobre 1849

³ Rappr. CE 19 févr. 1990, *Préfet du dépt de la Corse du Sud c/ Wallez*, Rec. p. 44

⁴ TC 18 juin 1852, *Héritiers d'Orléans*, Rec. p. 252 – 30 juin 1877, *Villebrun*, Rec. p. 661 – 15 nov. 1879, *Sicart*, Rec. p. 708

⁵ TC 6 nov. 1967, *Sté des Bois du Sud c/ Sté Néo-calédonienne d'énergie*, Rec. p. 665

⁶ CE 12 mars 1853, *Le prince de Wagram*, Rec. p. 329 ; CE 17 févr. 1888, *Prévost*, Rec. p. 148 ; CE 13 nov. 1896, *Jacquot*, Rec. p. 709 ; CE 18 juill. 1930, *Rouché*, Rec. 771 ; CE 6 juill. 1934, *Préfet de police de la Seine*, Rec. p. 787 ; CE 19 mars 1947, *Panaget*, Rec. p. 114 ; CE 29 nov. 1968, *Tallagrand*, Rec. p. 607 ; CE 14 janv. 1987, *Association des ingénieurs des télécommunications et Vautrety*, T. p. 522. - v. en outre, sur la requête de M. Krikorian : CE 22 févr. 2008, n° 285727 et CE 2 janv. 2014, n° 372883

d'ailleurs que le dépôt ou le retrait d'un tel projet⁷ ou le manque de diligence du gouvernement à le faire adopter⁸. L'arrêt du 26 novembre 2012 contesté par les requérants s'inscrit donc dans un courant jurisprudentiel ancien et jusqu'à présent constant.

La question est de savoir si cette solution peut être maintenue dans le cas où le dépôt d'un projet de loi est demandé aux fins d'assurer la transposition d'une décision-cadre. Rappelons que, définie par l'article 34 ancien du Traité sur l'Union européenne (TUE), la décision-cadre était l'instrument privilégié de l'harmonisation des législations des Etats membres dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, à l'époque où cette coopération constituait le « troisième pilier » de l'Union. Depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, qui a aboli la structure en piliers, la matière est intégrée dans le droit commun et relève au sein de l'Union des instruments ordinaires de législation que sont, notamment, les directives. La rupture est cependant relative. Tout d'abord, la définition de la décision-cadre est la même que celle de la directive figurant à l'article 288 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) sous la seule réserve – il est vrai non anodine – que l'article 34 ancien du TUE dispose expressément, s'agissant de la première, qu'elle n'a pas d'effet direct. Ensuite, en application de l'article 10, paragraphe 1, du protocole n° 36 sur les dispositions transitoires, annexé au traité de Lisbonne, depuis le 1^{er} décembre 2014, la non-transposition d'une décision-cadre peut donner lieu, comme celle d'une directive, à une action en manquement à l'initiative de la Commission sur le fondement de l'article 258 du TFUE. La possibilité d'une telle action était auparavant exclue.

L'obligation de transposition nous semble ainsi revêtir la même force pour les décisions-cadre que pour les directives. Dans les deux cas, elle trouve son fondement non seulement dans le droit de l'Union mais également dans l'article 88-1 de la Constitution ainsi que l'a jugé, à propos des directives, le Conseil d'Etat⁹ à la suite du Conseil constitutionnel¹⁰. En conséquence, dans le cadre de l'article 61 de la Constitution, le Conseil constitutionnel contrôle qu'une loi de transposition ne contredit pas de façon manifeste les dispositions ou l'objectif général de la directive qu'elle a pour objet de transposer¹¹. Le Conseil d'Etat et la Cour de cassation écartent quant à eux l'application des lois et règlements qui seraient contraires aux objectifs ou aux termes d'une directive. En outre, en cas de refus du Premier ministre soit de prendre un texte réglementaire nécessaire à la transposition d'une directive soit d'abroger un texte incompatible avec celle-ci, le Conseil d'Etat peut lui enjoindre de prendre les dispositions qui s'imposent¹² et, le cas échéant, d'user du pouvoir qu'il tient de l'article 37 de la Constitution aux fins de déclasser préalablement les dispositions législatives contraires aux objectifs de la directive¹³. Dans un cas de figure un peu différent mais qui illustre également la force des obligations trouvant leur fondement dans le droit de l'Union, le Conseil d'Etat s'est également reconnu compétent pour enjoindre au premier Ministre de notifier à la Commission, conformément aux exigences de la réglementation communautaire, une disposition législative relative aux aides d'Etat¹⁴.

Dans la ligne de cette jurisprudence, il pourrait sembler cohérent que, dans le cas où la

⁷ CE ass. 19 janv. 1934, *Compagnie marseillaise de navigation à vapeur et Fraissinet*, Rec. p. 98 ; CE 9 mai 1951, *Mutuelle nationale des étudiants de France*, Rec. p. 253

⁸ CE 25 juill. 1947, *soc. L'Alfa*, Rec. p. 344

⁹ CE Ass. 8 févr. 2007, *sté Arcelor Atlantique*, n° 287170, Rec.

¹⁰ v. not. Déc. n° 2004-496 DC 10 juin 2004, *Economie numérique* ; déc. n° 2006-543 DC 30 nov. 2006, *Droits d'auteur*

¹¹ Déc. n° 2006-543 DC du 30 nov. 2006, *Loi relative au secteur de l'énergie*.

¹² CE Ass. 3 févr. 1989, *Cie Alitalia*, Rec. p. 44 - CE 27 juill. 2001, *CAMIF*, n° 218067, Rec. - 28 avr. 2006, *M. Dellas et a.*, n° 242727, Rec. - 10 déc. 2010, *La Cimade et a.*, n° 326704 - 4 juill. 2012, *Assoc. de la défense des intérêts des vétérinaires dans la transposition de la directive services*, n° 347285 - CE 29 avr. 2015, *Syndicat des compagnies aériennes autonomes*, n° 379574, T.

¹³ CE 3 déc. 1999, *Assoc. Ornithologique et mammologique de Saône-et-Loire*, Rec. p. 379

¹⁴ CE ass. 7 nov. 2008, *Comité national des interprofessions des vins et appellations d'origine et a.*, Rec.

transposition d'une directive ou d'une décision-cadre impose l'adoption de dispositions législatives, le Conseil d'Etat se reconnaisse compétent pour enjoindre au Premier Ministre de déposer un projet de loi. Cette opinion est d'ailleurs exprimée par plusieurs auteurs.

Nous n'aurions pas d'hésitation à la défendre si la qualification d'acte de gouvernement appliquée au refus du Premier ministre de déposer un projet de loi en application de l'article 39 de la Constitution était justifiée par l'idée que ce refus procéderait d'une appréciation politique dont il ne devrait aucun compte. Une telle justification devrait bien évidemment céder dans le cas où le Premier ministre se trouve soumis à l'obligation juridique d'assurer la mise en œuvre du droit de l'Union. Mais le caractère discrétionnaire de la décision n'est pas la justification de la solution retenue par le Conseil d'Etat. Selon les termes de son arrêt du 26 novembre 2012, si les juridictions administrative ne sont pas compétentes, c'est que le refus du Premier Ministre de déposer un projet de loi « *touche aux rapports entre les pouvoirs publics constitutionnels* ».

Pour ouvrir la possibilité d'un contrôle, il faudrait donc démontrer, soit qu'en réalité une telle décision n'affecte pas ces rapports, soit, comme le soutiennent les requérants, que la circonstance qu'elle les affecte ne peut faire obstacle à un contrôle juridictionnel dans le cas où il s'agit d'assurer l'application du droit de l'Union. Nous vous proposons d'explorer ces deux voies.

De manière radicale, vous pourriez tout d'abord être tentés de juger que contester le refus du Premier ministre de déposer un projet de loi n'interfère pas dans les rapports entre les pouvoirs constitutionnels puisque, par hypothèse, le Parlement n'est pas saisi et qu'en cas d'injonction de le saisir, sa liberté demeurerait intacte. En d'autres termes, la contestation porterait sur une décision située en amont du processus parlementaire relevant de la responsabilité exclusive du Premier ministre - étant entendu que l'article 88-1 de la Constitution n'autorise certainement pas le Conseil d'Etat ou la Cour de cassation à adresser des injonctions au pouvoir législatif. En définitive, seul le contrôle juridictionnel de la décision, positive, de déposer un projet de loi reviendrait à empiéter sur les attributions du Parlement exclusivement compétent pour fixer le sort d'un tel projet. Nous retrouvons ici une distinction classique entre les décisions de refus de saisine, qui peuvent être considérées isolément, et les décisions de saisine, indissociables du processus qu'elles engagent. Elle est appliquée lorsqu'il s'agit d'apprécier les limites de la compétence du juge administratif dans les cas où la saisine du juge judiciaire est débattue devant lui. S'il ne peut connaître de la décision de saisir le juge judiciaire¹⁵, le juge administratif peut contrôler en revanche le refus de le saisir¹⁶. De même, la décision de notifier un texte à la Commission au titres des aides d'Etat échappe à la compétence du juge administratif car elle « n'est pas détachable de la procédure d'examen par la Commission », alors que le refus de notifier est, nous l'avons vu, soumis à son contrôle¹⁷.

Toutefois, comparaison n'est pas raison. Le rôle des différents organes constitutionnels concourant à la procédure législative est fixé par la Constitution dont l'article 39 confie au Premier ministre et aux parlementaires « l'initiative des lois » formule qui nous paraît exclure la possibilité d'une injonction juridictionnelle. En outre, enjoindre au Premier ministre de déposer un projet de loi de transposition, ce n'est pas simplement lui enjoindre d'accomplir une formalité. Une telle injonction, déterminée par les lacunes de la loi et l'insuffisance des initiatives prises par les « pouvoirs publics constitutionnels », suppose, en creux, de porter une appréciation sur le contenu de précédents projets de loi, les choix des parlementaires et, le cas échéant, les décisions du Conseil constitutionnel. En cela elle interfère dans les relations entre les pouvoirs publics. Il suffit

¹⁵ TC 2 juill. 1979, *Agelasto*, Rec. p. 573 - CE 1^{er} déc. 1976, *Assoc. des concubins et concubines de France*, Rec. p. 520

¹⁶ CE sect. 11 janv. 1935, *Colombino*, Rec. p. 44 - CE sect. 30 sept. 1955, *Union nationale des syndicats d'opticiens de France*, Rec. p. 453 ; CE ass. 20 mars 1974, *Ministre de l'aménagement du territoire c/ Navarra*, Rec. p. 200

¹⁷ CE ass. 7 nov. 2008, préc.

d'imaginer que le juge administratif impose le dépôt d'un projet de loi pour opérer une transposition qui, précédemment envisagée, aurait été jugée prématurée ou inopportune par les parlementaires, ou qui aurait été invalidée par le Conseil constitutionnel. La présente affaire illustre assez bien d'ailleurs la difficulté d'apprécier le bien-fondé du refus sans s'immiscer peu ou prou dans les rapports entre les pouvoirs. Le Parlement a en effet déjà adopté, dans le prolongement de la loi mémorielle déjà citée du 29 janvier 2001, une loi visant à réprimer la contestation de l'existence des génocides et donc, notamment, du génocide arménien. Mais, par sa décision n° 2012-647 DC du 28 février 2012, le Conseil constitutionnel a jugé que cette loi portait une atteinte inconstitutionnelle à la liberté d'expression et de communication. Est-il concevable dans ces conditions que le juge administratif puisse contraindre le Premier ministre à déposer un nouveau projet ayant le même objet au motif que le droit de l'Union l'imposerait ? Il ne vous appartient pas bien entendu de répondre à cette question mais du moins met-elle en évidence qu'apprécier le refus de déposer un projet de loi c'est souvent apprécier des projets qui ont déjà été déposés, des lois qui ont déjà été adoptées ou des décisions qui les ont censurées. Enfin, considérer que l'intervention du juge administratif n'affecte pas les rapports entre les pouvoirs, c'est ouvrir la voie à un contrôle de l'initiative législative bien au-delà du cas où celle-ci serait rendue nécessaire par les exigences tirées du droit de l'Union. C'est également poser la question de savoir si, dans la même logique, il n'y aurait pas lieu de contrôler, au nom de ces exigences, le refus d'inscrire le projet de loi à l'ordre du jour du Parlement à moins de n'admettre que le juge administratif n'ait d'autre pouvoir que d'imposer le dépôt d'un projet restant lettre morte. On le voit, l'engrenage est périlleux.

Par ailleurs, contrairement à ce que soutiennent les requérants, nous ne nous trouvons pas ici dans un cas où le juge administratif serait en quelque sorte pris en tenaille entre les exigences constitutionnelles et européennes. Certes, nous avons tous à l'esprit les formules puissantes des arrêts *Simmenthal*¹⁸ et *Factortame*¹⁹ qui imposent au juge national d'assurer leur plein effet aux normes communautaires. Il ne fait par ailleurs pas de doute qu'à cet effet et conformément à une exigence constante réaffirmée par les stipulations de l'article 19, paragraphe 1, du TUE, les Etats membres ont l'obligation d'établir « *les voies de recours nécessaires pour assurer une protection juridictionnelle effective dans les domaines couverts par le droit de l'Union* » de manière à assurer la sauvegarde des droits que les justiciables tiennent de celui-ci²⁰. Pour autant, ainsi que cela résulte d'une jurisprudence constante de la Cour de Luxembourg, la circonstance que l'application du droit de l'Union soit en cause ne saurait imposer au juge national de s'émanciper des règles qui encadrent sa saisine et fixent sa compétence²¹. Ainsi, la Cour a énoncé récemment dans son arrêt *Inuit Tapiriit Kanatami* du 3 octobre 2013 rendu en grande chambre²², « *quant aux voies de recours que doivent prévoir les Etats membres, si le traité FUE a institué un certain nombre d'actions directes qui peuvent être exercées, le cas échéant, par des personnes physiques et morales devant le juge de l'union, ni le traité FUE ni l'article 19 TUE n'ont entendu créer devant les juridictions nationales, en vue du maintien du droit de l'Union, des voies de droit autres que celles établies par le droit national* ». Pour la Cour de justice de l'Union européenne, « *il n'en irait autrement que s'il ressortait de l'ordre juridique national en cause qu'il n'existe aucune voie de recours permettant, ne fût-ce que de manière incidente, d'assurer le respect des droits que les justiciables tirent du droit de l'Union ou encore si la seule voie d'accès à un juge était pour les justiciables de se voir contraints d'enfreindre le droit* ».

¹⁸ CJCE 9 mars 1978, *Simmenthal*, C-100/77, n° 16

¹⁹ CJCE 19 juin 1990, *Factortame*, C-213/89, n° 9

²⁰ v. par ex. : CJCE 15 mai 1986, *Johnston*, n° 17 à 19 – CJCE 19 mars 1991, *Commission c/Belgique*, C-249/88, n° 25 – CJCE 15 avr. 2008, *Impact*, C-268/06, pt 44 – CJUE 26 janv. 2010, *Transportes Urbanos y Servicios Generales*, C-118/08, pt 31 – CJUE, 18 mars 2010, *Alasini et a.* C-317/08 à C- 320/08, pt 47 et 61.

²¹ v. par ex. : CJCE 14 déc. 1976, *Rewe-Zentralfinanz*, Koln, 33/76 – CJCE, 14 déc. 1995, *Peterborck*, C-312/93, pt 12 - CJCE 13 mars 2007, *Unibet*, C-432/05, pt 40

²² CJUE 3 oct. 2013, *Inuit Tapiriit Kanatami et a. c/ Parlement et Conseil*, C-583/11 P, pt 103 à 106.

A la lumière de cette jurisprudence, il nous semble qu'aucun principe supérieur tiré du droit de l'Union n'impose de reconnaître au juge administratif, saisi par des personnes physiques ou morales, compétence pour enjoindre au Premier ministre de déposer un projet de loi de transposition. Lorsque les dispositions législatives nécessaires à la transposition d'une directive n'ont pas été prises, les particuliers auxquels cette carence fait grief, ne sont pas démunis. Ils ne peuvent certes pas saisir le Conseil constitutionnel par la voie de la QPC car si l'exigence de transposition est constitutionnelle, elle n'est pas au nombre des droits ou libertés que la Constitution garantit²³. Ils peuvent en revanche rechercher la responsabilité de l'Etat ainsi que l'admet le Conseil d'Etat²⁴, conformément à la jurisprudence de la Cour de justice²⁵. En outre, les juridictions administratives et judiciaires, admettent que les dispositions des directives non transposées puissent être invoquées directement et se substituer à la législation défailante si elles sont précises et inconditionnelles²⁶. Elles admettent bien entendu également que ces dispositions puissent être invoquées pour écarter les dispositions nationales qui leur seraient contraires²⁷. Il est vrai que l'invocabilité, qu'elle soit de substitution ou d'exclusion, est de peu de secours lorsque comme en l'espèce la transposition imposerait la création d'une infraction pénale. Pour autant, nous ne voyons pas dans cette circonstance une atteinte au droit à un recours effectif. Dans la jurisprudence, déjà évoquée, de la Cour de justice, c'est en effet toujours pour protéger les droits *conférés aux particuliers* par les traités et les actes dérivés que les recours doivent être ouverts. Or, il ne nous apparaît pas que la création d'une incrimination puisse être regardée comme étant au nombre de ces droits. Les dispositions de l'article 34 ancien du TUE excluant expressément tout effet direct pour les décisions-cadres avaient d'ailleurs sans doute en vue d'exclure la possibilité pour les personnes privées de se prévaloir directement de textes touchant à la souveraineté. A ce jour, si la Cour de justice a admis l'invocabilité d'interprétation des décisions-cadres²⁸, elle n'a pas rendu en ce qui les concerne des arrêts qui seraient le pendant de ses arrêts *van Duyn* et *Rutili* de 1974 et 1975 relatifs à l'effet direct des directives. En tout état de cause, nous voyons d'autant moins une atteinte au droit au recours dans l'impossibilité de contester la décision de refus du Premier ministre de déposer un projet de loi que le recours qui serait ainsi ouvert serait très imparfait dès lors que le juge administratif n'aurait qu'un pouvoir d'impulsion sans aucun « droit de suite », faute de pouvoir contrôler en amont le travail parlementaire.

En conséquence, sans qu'il y ait lieu de saisir la CJUE à titre préjudiciel, chacune des juridictions s'étant déclarée à bon droit incompétente, nous concluons, en l'absence de conflit négatif, au rejet de la requête.

²³ Déc. n° 2010-79 QPC, 17 déc. 2010

²⁴ CE 28 févr. 1992, *SA Rothman International France et SA Arizona Tobacco*, Rec. p. 78 – CE ass. 8 févr. 2007, *Gardedieu*, Rec.

²⁵ CJCE 19 nov. 1991, *Francovich et Bonifaci*, C-6 et C-9/90

²⁶ CE Ass. 30 oct. 2009, *Mme Perreux*, Rec. p. 40 – Soc. 11 mai 2010, *B.* n° 105

²⁷ CE, 8 juill. 1991, *Palazzi*, Rec. p. 276. – CE, Ass., 6 févr. 1998, *Tête et Association de sauvegarde de l'Ouest Lyonnais*, Rec. p. 30 – Com. 7 juin 2006, *B.* n° 136

²⁸ CJCE 16 juin 2005, *Pupino*, c-105/03